

BE-A0525\_715214\_806707\_FRE

Inventaire des archives de la commune de  
Biesmerée. Dépôt 2020 (1811-1977 (1983))



Het Rijksarchief in België  
Archives de l'État en Belgique  
Das Staatsarchiv in Belgien  
State Archives in Belgium

This finding aid is written in French.

DESCRIPTION DU FONDS D'ARCHIVES:.....	5
Consultation et utilisation.....	6
Conditions d'accès.....	6
Conditions de reproduction.....	6
Histoire du producteur et des archives.....	7
Producteur d'archives.....	7
Nom.....	7
Historique.....	7
Compétences et activités.....	8
Organisation.....	9
Archives.....	9
Historique.....	9
Acquisition.....	11
Contenu et structure.....	12
Contenu.....	12
Conseil communal et Collège des bourgmestre et échevins.....	12
Finances et fiscalité.....	12
Patrimoine.....	13
Etat civil.....	13
Population.....	14
Elections.....	14
Affaires militaires.....	15
Travaux publics.....	15
Enseignement.....	15
Bienfaisance ou assistance publique.....	15
Culte.....	16
Langues et écriture des documents.....	16
Sélections et éliminations.....	16
Accroissements/compléments.....	17
Mode de classement.....	17
DESCRIPTION DES SÉRIES ET DES ÉLÉMENTS.....	19
I. Généralités.....	19
A. Conseil communal.....	19
1 - 11 Registres aux délibérations. 1854-1885, 1888-1976.....	19
B. Collège des bourgmestre et échevins.....	20
14 - 21 Registres aux délibérations. 1888-1906, 1917-1976.....	20
C. Registres concernant les enquêtes publiques (" de comodo et incommodo ")	20
.....	20
D. Correspondance générale.....	20
II. Organisation et personnel.....	21
A. Territoire.....	21
25 - 28 Dossiers relatifs au territoire communal. 1818, 1965, 1973, 1975.....	21
B. Bourgmestres.....	21
29 - 31 Dossiers relatifs au poste de bourgmestre. 1955-1973.....	21
C. Personnel des services.....	21
1. Effectifs, registres du personnel et autres états généraux.....	21
2. Dossiers du personnel ouvrier.....	22
3. Dossiers du personnel de police.....	22

34 - 37 Dossiers individuels des gardes champêtres. 1931-1974.....	22
4. Dossiers du personnel enseignant.....	22
III. Patrimoine.....	23
IV. Finances et fiscalité.....	24
A. Comptabilité du secrétariat.....	24
1. Budgets et annexes.....	24
49 - 59 Budgets annuels. 1838-1899, 1902-1904, 1906, 1910-1977.....	24
2. Emprunts.....	24
3. Subventions des autorités supérieures.....	25
B. Comptabilité du receveur.....	25
1. Registres de comptabilité.....	25
64 - 85 Grands-livres des recettes et dépenses. 1950-1963, 1968-1976....	25
86 - 87 Grands-livres de trésorerie. 1953-1959, 1969-1971.....	26
2. Comptes et pièces justificatives.....	27
88 - 99 Comptes annuels. 1811-1851, 1872-1881, 1883-1976.....	27
100 - 141 Pièces justificatives aux comptes. 1909, 1920-1976.....	27
C. Impositions et taxes.....	30
143 - 145 Rôles des taxes. 1969-1974.....	30
D. Dépôt de l'Administration du Cadastre.....	30
146 - 149 Matrice cadastrale ou listes des propriétaires avec relevés de leurs propriétés foncières non-bâties et bâties. 1833-1926.....	30
V. État civil.....	32
VI. Population.....	33
A. Registres et mouvements de la population.....	33
153 - 168 Registres de la population. 1846-1980.....	33
158 - 159 1911-1920.....	33
160 - 161 1921-1930.....	33
162 - 163 1931-1947.....	33
164 - 166 1948-1960.....	33
169 - 177 Index des registres de la population. 1857-1980.....	34
178 - 183 Registres des entrées. 1894-1976.....	34
184 - 189 Registres des sorties. 1894-1976.....	35
B. Étrangers.....	35
191 - 193 Registres des étrangers. 1924-1962, 1967.....	35
VII. Élections.....	37
A. Listes électorales et listes dérivées.....	37
B. Dossiers des élections.....	37
199 - 203 Dossiers relatifs aux élections communales. 1952-1976.....	37
VIII. Affaires militaires et guerres.....	38
A. Service militaire.....	38
204 - 208 Listes alphabétiques et registres d'inscription de la milice nationale. 1845-1895.....	38
209 - 264 Dossiers relatifs aux levées de milice. 1924-1979.....	38
B. Guerres et conséquences.....	42
IX. Ordre et sécurité publics.....	43
A. Police.....	43
B. Service d'incendie.....	43
X. Santé publique.....	44
A. Services communaux.....	44
1. Inspection médicale scolaire.....	44
2. Service communal de traitement des immondices.....	44
B. Exécution des tâches communales.....	44

1. Lutte contre les maladies épidémiques.....	44
2. Police sanitaire des animaux domestiques.....	44
3. Contrôle de la salubrité des habitations et logements.....	44
4. Contrôle des établissements dangereux, insalubres et incommodes.....	45
281 - 290 Dossiers relatifs aux établissements qualifiés de dangereux, insalubres ou incommodes. 1929-1977.....	45
5. Autres préoccupations concernant l'environnement.....	45
XI. Travaux publics, services d'utilité publique, aménagement du territoire et urbanisme.....	46
A. Travaux aux bâtiments, monuments et installations immobilières diverses.....	46
1. Bâtiments affectés aux services administratifs et communaux.....	46
2. Bâtiments scolaires.....	46
3. Bâtiments du culte.....	46
B. Travaux et inspection de la voirie (y compris les ponts, les quais).....	47
1. Généralités.....	47
2. Voirie communale et vicinale.....	47
C. Travaux et inspection des cours d'eau.....	48
D. Services d'utilité publique.....	48
1. Distribution d'eau.....	48
2. Distribution de gaz.....	48
3. Distribution d'électricité et de l'éclairage public.....	49
4. Téléphone.....	49
5. Transports en commun.....	49
E. Aménagement du territoire.....	49
XII. Enseignement.....	50
XIII. Économie.....	51
XIV. Affaires sociales.....	52
XV. Tutelle sur le Bureau de bienfaisance et la Commission d'assistance publique (cap).....	53
A. Bureau de bienfaisance.....	53
1. Généralités.....	53
2. Finances.....	53
338 - 340 Budgets annuels. 1879, 1890, 1914, 1916, 1921-1924.....	53
341 - 345 Comptes annuels. 1855-1881, 1890-1894, 1898, 1900-1924.....	53
B. Commission d'assistance publique.....	54
1. Généralités.....	54
2. Personnel.....	54
3. Finances.....	54
348 - 353 Budgets annuels. 1926-1928, 1931-1977.....	54
354 - 359 Comptes annuels. 1926-1932, 1934-1972, 1974-1976.....	54
361 - 374 Grands-livres des recettes et dépenses. 1963-1976.....	55
4. Exécution des tâches.....	56
376 - 378 Dossiers relatifs à la prise en charge financière des indigents. 1947-1977.....	56
XVI. Relations avec la paroisse Saint-Pierre.....	57
A. Généralités.....	57
B. Personnel.....	57
C. Finances.....	57
381 - 389 Budgets annuels. 1876-1877, 1891-1893, 1895-1897, 1901-1902, 1906, 1912-1976.....	57
390 - 399 Comptes annuels. 1875-1876, 1878, 1889-1896, 1900-1904, 1913- 1974.....	58

## Description du fonds d'archives:

Nom du bloc d'archives:  
Commune de Biesmerée. Dépôt 2020

Période:  
1811 - 1977

Numéro du bloc d'archives:  
BE-A0525.626

Etendue:

- Dernière cote d'inventaire: 399.00
- Etendue inventoriée: 8.50 m

Dépôt d'archives:  
Archives de l'Etat à Namur

Producteurs d'archives:  
Commune de Biesmerée, 1800 - 1976

## Consultation et utilisation

### *CONDITIONS D'ACCÈS*

Dans le respect de la réglementation en vigueur et sous réserve d'éventuelles modifications, les archives (hormis les registres de la population, des étrangers et de l'état civil) de plus de 30 ans et ne contenant pas de données à caractère personnel sont librement consultables. Dans le cas d'archives de plus de 30 ans et contenant des données à caractère personnel, une autorisation du Collège communal est nécessaire. Cette autorisation n'est plus nécessaire lorsque les archives contenant des données à caractère personnel ont plus de 100 ans.

Les règles spécifiques de consultation des registres de la population et des registres des étrangers sont fixées de la manière suivante : les registres clôturés depuis plus de 120 ans sont librement consultables à des fins généalogiques ou historiques ou à d'autres fins scientifiques tandis que les registres clôturés depuis moins de 120 ans ne sont pas consultables. Seuls des extraits peuvent éventuellement être délivrés moyennant une autorisation écrite du Collège communal et dans le respect de la législation en vigueur.

### *CONDITIONS DE REPRODUCTION*

La reproduction des documents s'opère selon les règlements et tarifs en vigueur aux Archives de l'État. Pour le cas plus particulier des registres de la population et des registres des étrangers, des reproductions peuvent être délivrées pour les seuls registres clôturés depuis plus de 120 ans.

---

## Histoire du producteur et des archives

### PRODUCTEUR D'ARCHIVES

#### NOM

Commune de Biesmerée

#### HISTORIQUE

La Constitution du 5 fructidor an III (22 août 1795), en vigueur lors de l'annexion par la France (1er octobre 1795), avait instauré des " municipalités de canton ". Entre 1795 et 1800, Biesmerée dispose d'un agent municipal et d'un adjoint, chargés de l'administration des affaires purement locales. La réunion des agents municipaux à Florennes, chef-lieu du canton, constitue la municipalité de canton. En application de la loi concernant la division du territoire de la République et l'administration du 28 pluviôse an VIII (17 février 1800), Biesmerée devient une commune à part entière. En 1802, elle est intégrée dans le canton de justice de paix de Florennes <sup>1</sup>.

La commune fait partie du département de Sambre-et-Meuse (1795-1814) puis de la province de Namur (sauf entre les arrêtés du 18 août 1814 et 14 janvier 1816, période pendant laquelle elle est brièvement rattachée au département des Ardennes) ; de l'arrondissement administratif de Dinant puis de Rocroi dès 1814 et de Philippeville dès 1816 ; de l'arrondissement judiciaire de Dinant puis de Rocroi dès 1814 et à nouveau de Dinant en 1816. Biesmerée relève par ailleurs du canton de milice de Florennes à partir de 1817 <sup>2</sup>.

Entourée des communes d'Ermeton-sur-Biert, Furnaux, Mettet, Oret et Stave, l'entité comporte les dépendances de Fraire-la-Crotteuse et Agnelée.

L'activité économique est orientée vers l'agriculture. En 1866, 594 hectares sont cultivés sur les 763 que compte le territoire communal. Ce chiffre monte à 682 en 1929 puis décline lentement pour arriver à 546 en 1959. On relève également des activités liées à l'extraction du minerai de fer et de la pierre. Le 17 décembre 1828, une mine de fer est concédée sur une vaste étendue. En 1838, trois sièges sont en activité. Ils emploient neuf ouvriers et permettent l'extraction de 420 tonnes de fer. La même année, le recensement indique l'existence d'une forge au lieudit de l'Agnelée. En 1863, il existait 35 bures ou fosses en exploitation. Il y avait toujours trois mineurs par fosses, ce qui fait plus d'une centaine de mineurs sans compter les laveurs de minerai <sup>3</sup>.

L'activité métallurgique s'éteint en 1896 tandis que l'activité liée à l'extraction de la pierre tourne à plein régime. Une carrière employant 39 ouvriers et un four à chaux employant quatre ouvriers sont mentionnés en 1896. En 1961, il reste encore 28 personnes employées dans une carrière <sup>4</sup>.

---

1 VRIELINCK S., De territoriale indeling van België (1795-1963), Louvain, 2000, 3 volumes.

2 Idem.

3 ARCHIVES DE L'ÉTAT À NAMUR, Administration des mines de Namur. Versement 1948, n° 82, Rapport n° 2040.

4 HASQUIN H., Communes de Belgique. Dictionnaire d'histoire et de géographie

D'un point de vue démographique, deux phases sont à distinguer. D'une part, une augmentation progressive de la population jusqu'au début du XXe siècle (285 habitants en 1784, 661 en 1846, 800 en 1910). D'autre part, une lente érosion de ces chiffres jusqu'à la fusion des communes (652 habitants en 1961 et 618 en 1976) <sup>5</sup>.

Le 1er janvier 1977, la commune de Biesmerée est fusionnée avec les communes de Biesme, Ermeton-sur-Biert, Furnaux, Graux, Mettet, Oret, Saint-Gérard et Stave pour former l'actuelle commune de Mettet.

La fusion forme une entité de 9.736 habitants pour 11.940 hectares et est justifiée en ces termes dans le rapport au Roi précédant l'arrêté royal du 17 septembre 1975 portant fusion de communes et modification de leurs limites : " Le regroupement vise, à la fois, à : soutenir Mettet dans son expansion et la poursuite de sa vocation touristique ; inclure dans un même territoire le circuit sportif et ses installations ; concrétiser une communauté de fait en unissant des populations ayant un même genre de vie, mêmes aspirations, déjà liées par des relations nombreuses dans divers domaines (enseignement, délassements, commerce, artisans, services publics, soins sanitaires, etc.) " <sup>6</sup>.

## COMPÉTENCES ET ACTIVITÉS

Le décret du 14 décembre 1789 relatif à la constitution des municipalités jette les bases de l'organisation municipale. Il fixe également le rôle qu'elles doivent remplir :

" Article 49. Les corps municipaux auront deux espèces de fonctions à remplir ; les unes propres au pouvoir municipal ; les autres, propres à l'administration générale de l'État, et déléguées par elle aux municipalités.

Article 50. Les fonctions propres au pouvoir municipal, sous la surveillance et l'inspection des assemblées administratives, sont : de régir les biens et revenus communs des villes, bourgs, paroisses et communautés ; de régler et d'acquitter celles des dépenses locales qui doivent être payées des deniers communs ; de diriger et de faire exécuter les travaux publics qui sont à la charge de la communauté ; d'administrer les établissements qui appartiennent à la commune, qui sont entretenus de ses deniers, ou qui sont particulièrement destinés à l'usage des citoyens dont elle est composée ; de faire jouir les habitants des avantages d'une bonne police, notamment de la propreté, de la salubrité, et de la tranquillité dans les rues, lieux et édifices publics.

Article 51. Les fonctions propres à l'administration générale, qui peuvent être déléguées aux corps municipaux pour les exercer sous l'autorité des assemblées administratives, sont : la répartition des contributions directes entre les citoyens dont la communauté est composée ; la perception de ces contributions ; le versement de ces contributions dans les caisses du district ou du département ; la direction immédiate des travaux publics dans le ressort de la municipalité ; la régie immédiate des établissements publics destinés à l'utilité générale ; la surveillance et l'agence nécessaires à la conservation des

---

administrative, t. I, Wallonie, Bruxelles, 1980, p. 174-175.

5 Idem.

6 Arrêté royal du 17 septembre 1975 portant fusion de communes et modification de leurs limites, Moniteur belge, 25 septembre 1975.

propriétés publiques ; l'inspection directe des travaux de réparation ou de reconstructions des églises, presbytères, et autres objets relatifs au service du culte religieux <sup>7</sup>".

Après l'indépendance de la Belgique, la Constitution belge du 7 février 1831 confie les intérêts exclusivement communaux à des conseils communaux élus directement, mais réserve le contrôle de leurs actes au Roi ou au pouvoir législatif, notamment pour empêcher qu'ils ne sortent de leurs attributions ou ne portent atteinte à l'intérêt général. La Constitution confie également aux autorités communales la rédaction des actes de l'état civil et la tenue des registres. Enfin, le Congrès national déclare qu'il est nécessaire de pourvoir par des lois séparées à l'organisation provinciale et communale.

La loi communale du 30 mars 1836 constitue le fondement du droit communal belge contemporain. Constamment adaptée, certains de ses articles demeurent en vigueur dans la nouvelle loi communale (NLC) de 1988 et dans le Code de la démocratie locale et de la décentralisation (CDLD) de 2004.

## ORGANISATION

La manière dont les communes sont organisées est déterminée par la loi communale du 30 mars 1836.

Celle-ci prévoit l'existence d'un corps communal regroupant des conseillers, un bourgmestre et des échevins. Ils forment le Conseil communal. Le bourgmestre et les échevins, dont le mode de désignation a évolué au cours du temps, composent le Collège des bourgmestre et échevins ou Collège échevinal. À côté de ces fonctions politiques, chaque commune dispose d'un secrétaire et d'un receveur. Les commissaires de police et, dans certaines localités, les gardes champêtres se partagent les attributions en matière de police.

Les rapports annuels sur l'administration et la situation des affaires de la commune dressés en exécution de l'article 70 de la loi communale donnent un aperçu de l'organisation de chaque administration communale. Une copie de ces rapports était envoyée au Gouvernement provincial. Enfin, les registres aux délibérations du Conseil communal et du Collège constituent la source par excellence pour décrire l'organisation de la commune et son histoire.

## ARCHIVES

### HISTORIQUE

L'article L1123-28 du CDLD dispose : " Le collège communal veille à la garde des archives et des titres ; il en dresse les inventaires en double expédition, ainsi que des chartes et autres documents anciens de la commune, et empêche qu'aucune pièce ne soit vendue ou distraite du dépôt ". Cette disposition reprend *mutatis mutandis* les dispositions de l'article 100 de la loi communale de 1836 (devenu l'article 132 de la NLC). Une circulaire ministérielle du 9 janvier 1839 précise que la maison communale est le lieu le

---

7 Pasiomie, 1re série, t. 1er, Lois françaises, Bruxelles, 1833, p. 66.

plus propre au dépôt des archives communales. La loi du 24 juin 1955 relative aux archives place les archives des communes sous la surveillance de l'archiviste général du Royaume ou de ses délégués. Elles ne peuvent être détruites sans que la commune n'ait obtenu l'autorisation de l'archiviste général du Royaume ou de ses délégués.

La mise en œuvre de ces dispositions et les mesures de sauvegarde ou de gestion des archives sont rarement documentées. Cet aperçu se base donc sur les dossiers centraux des communes de Biesmerée et de Mettet constitués par les Archives de l'État.

Un premier état du fonds est connu grâce à un inventaire dressé par l'administration communale en 1836. Il y est fait mention notamment de publications administratives, des pièces comptables communales depuis 1807, de documents relatifs au personnel du Bureau de bienfaisance, de rôles des chemins vicinaux, de dossiers de locations de biens communaux, des registres de l'état civil depuis 1792, des registres d'inscription pour la milice, la garde nationale et la garde civique, de dossiers du personnel, d'un registre de la population, des registres aux délibérations du Conseil communal et du Collège échevinal, et d'une matrice cadastrale.

Par une lettre adressée par l'administration communale aux Archives générales du Royaume en 1958, on apprend que des documents anciens et les registres paroissiaux ont déjà été déposés aux Archives de l'État à Namur.

En 1969, le service des Archives de l'État effectue une visite d'inspection des archives à Biesmerée. Le rapport indique que les archives sont conservées dans de bonnes conditions dans le bureau du secrétaire communal sur des étagères en bois et dans un local attenant sur des étagères métalliques. Vu la bonne tenue des archives, aucune proposition n'est faite concernant un éventuel dépôt <sup>8</sup>.

Une deuxième inspection est effectuée le 14 janvier 1977 à Mettet où les archives devaient être rassemblées. Le rapport indique que les documents historiques seront déposés aux Archives de l'État tandis que le reste fera l'objet d'un classement par une firme spécialisée.

Une lettre de l'administrateur-délégué de la société Recherches historiques, Diffusion de Centre - Sambre - Meuse, Jean Ducat, datée du 22 novembre 1982 et adressée à l'Archiviste général du Royaume, indique un projet de classement des archives de la commune de Mettet. La réponse à la lettre demande à ce que les archives antérieures à 1920 soient classées suivant le cadre de classement en vigueur aux Archives de l'État. On apprend par une lettre du Collège communal datée du 9 décembre 1991, en réponse à une inspection du 22 octobre 1991, qu'un inventaire par ancienne commune des archives antérieures à 1920 a été réalisé.

Dans une lettre de M. Barbier datée de 1998, nous lisons que les portes du Centre de documentation créé par l'abbé Jean Ducat à Biesme ont été fermées en 1994. Les archives postérieures à 1900 sont entreposées à la cave en proie aux inondations.

En 2006, les archives sont rapatriées dans un local attenant à la maison communale, en partie sur des rayonnages mais également le long de murs extérieurs, à même le sol. Les conditions de conservation y sont mauvaises

---

8 ARCHIVES DE L'ÉTAT À NAMUR, Dossiers centraux, dossier " Commune de Biesmerée ".

(humidité et absence de conditionnement) et des documents, irrécupérables, ont dû être détruits.

Le 29 janvier 2015, le Conseil communal de Mettet a approuvé la convention de dépôt aux Archives de l'État à Namur, pour 30 ans, des archives inventoriées par l'abbé Ducat et son équipe. Il restait à trouver une solution pour les archives non triées ni inventoriées.

La commune a signé, en date du 26 mars 2015 <sup>9</sup>, une convention de partenariat avec les Archives de l'État. Celle-ci charge l'équipe du projet " Archives locales de Wallonie " de préparer le dépôt des fonds communaux antérieurs à la fusion en procédant à un tri et en rédigeant les inventaires. C'est également dans le cadre de cette collaboration qu'un bordereau d'élimination d'archives postérieures à 1976 ne présentant plus d'utilité administrative ou juridique et sans intérêt historique a été mis au point en parfaite concertation avec les différents services communaux.

Entre 2017 et 2019, des employés communaux ont retrouvé différents " nids " d'archives des anciennes communes, notamment dans la salle communale de Biesme, à l'Abbaye de Brogne ou encore dans les locaux de l'ancien service des travaux de la commune. En vue de leur traitement, un avenant à la convention susmentionnée est approuvé par délibération du Conseil communal le 21 décembre 2017 <sup>10</sup>.

## ACQUISITION

Les archives ont été déposées par la commune de Mettet aux Archives de l'État à Namur le 19 mars 2015 et aux Archives de l'État à Arlon le 20 mai 2015 suite aux conventions évoquées ci-dessus. Après inventaire et conditionnement, les archives ont été rapatriées aux Archives de l'État à Namur pour y être conservées.

Un deuxième dépôt, en lien avec l'avenant à la convention de partenariat, est effectué en 2018 et 2019. Ces deux dépôts ont été inscrits au registre des acquisitions des Archives de l'État à Namur le 8 juillet 2020 sous le n° 2020/12.

---

9 AÉN, Dossiers centraux, dossier " Commune de Mettet ".

10 Idem.

## Contenu et structure

### CONTENU

Les archives décrites dans cet inventaire ont trait au fonctionnement et aux activités de la commune de Biesmerée entre 1811 et 1983. En effet, quelques dossiers entamés avant la fusion des communes ont été poursuivis après le 1er janvier 1977 ; il s'agit de dossiers relatifs aux levées de milice (voir les n° 263 et 264), d'un volume des registres de la population et de son index (n° 168 et 177) et d'un sommier des immeubles-fermages commencé en 1946 et terminé en 1983.

Les documents antérieurs au dernier quart du XIXe siècle sont peu nombreux. Il s'agit d'un registre aux délibérations du Conseil communal (n° 1), d'un procès-verbal de délimitation du territoire (n° 25), d'un dossier relatif à l'acquisition de terrains et d'immeubles (n° 39), de budgets communaux (n° 49-50), de comptes communaux (n° 88-89), des matrices cadastrales (n° 146-149), de volumes des registres de la population (n° 153-154 et 169), de listes alphabétiques relatives à la milice (n° 204-206), de listes d'inscription des enfants bénéficiant de l'instruction gratuite (n° 325) et des comptes du Bureau de bienfaisance (n° 341).

Force est de constater que peu de documents nous sont parvenus. Ceux-ci concernent essentiellement le XXe siècle et plus particulièrement la période postérieure à la Première Guerre mondiale.

Procédons par grandes séries d'archives :

### CONSEIL COMMUNAL ET COLLÈGE DES BOURGMESTRE ET ÉCHEVINS

On appelle Collège des bourgmestre et échevins ou Collège échevinal la réunion des bourgmestre et échevins chargés de l'administration de chaque commune. Le bourgmestre et les échevins, agissant ensemble et indivisément, procèdent par voie de délibération. Ils constituent un corps délibérant du pouvoir exécutif et non pas un pouvoir délibérant législatif, tel que l'est le Conseil communal. Les actes posés par le Collège ne font généralement qu'administrer, exécuter ou appliquer les lois et règlements à des cas particuliers ou à des individus déterminés, sauf le droit de réglementation résultant d'une délégation. Toutes les décisions importantes prises par le Collège et les délibérations du Conseil sont consignées dans deux séries de registres. Ces registres aux délibérations permettent normalement de suivre l'évolution de la politique locale et la gestion des affaires communales, depuis les premières années du XIXe siècle jusqu'à nos jours.

### FINANCES ET FISCALITÉ

Les finances communales occupent une part importante de l'activité de l'administration et constituent un élément particulièrement important des archives. Chaque année un budget est établi par le Collège, mis à l'approbation

du Conseil et soumis à l'autorité de tutelle. Par la suite, une comptabilité précise des dépenses et des recettes est tenue par le receveur communal. Toutes les initiatives et les activités menées par les autorités communales se retrouvent dans ces dossiers. Le moindre engagement financier donne lieu à des contrats, factures et mandats de paiement de toute nature. Les pièces justificatives aux comptes ne sont toutefois pas toutes conservées et pour les périodes récentes, un tri est opéré par l'archiviste, qui ne conserve finalement que les dossiers les plus significatifs et une année type par législature, permettant au chercheur d'évaluer correctement l'évolution à long terme des finances communales.

Si la gestion financière nous renseigne sur tous les aspects des activités communales, elle génère aussi de nombreux documents très utiles pour connaître les personnes qui habitent la localité. L'administration perçoit en effet sur les habitants des taxes et des impôts divers. Elle tient à cet effet des rôles de contribuables, qui complètent les informations individuelles reprises dans les registres de la population. Les propriétés foncières sont également taxées et chaque commune dispose de registres et de plans cadastraux, déposés par les services du Cadastre, qui donnent une idée fort précise de l'organisation de l'espace et de la structure de la propriété immobilière. On peut suivre par ce biais l'histoire d'une habitation ou d'un terrain au cours des ans et en connaître les propriétaires successifs.

## PATRIMOINE

Le patrimoine communal se compose de nombreux biens immobiliers divers. Il existe donc dans les archives d'importants dossiers relatifs à l'acquisition, à l'échange, à l'expropriation ou à la vente de biens communaux ou encore de dossiers constitués dans le cadre des ventes de coupes de bois. En règle générale, les principaux édifices du village sont aussi propriété communale : l'église, le presbytère, l'école et le cimetière nécessitent ainsi un coûteux entretien et des travaux réguliers que l'on peut suivre d'année en année à l'aide des dossiers constitués et conservés par l'administration.

## ETAT CIVIL

L'état civil a été institué en France par décret du 20 septembre 1792. À partir de cette date, dans chaque commune, l'officier de l'état civil consigne dans des registres distincts tenus en double les naissances, les mariages et les décès intervenus sur le territoire communal au cours de l'année. Il tient aussi un registre pour les publications de mariages. L'officier de l'état civil clôture ses registres en fin d'année et transmet un exemplaire au greffe du tribunal de première instance de l'arrondissement, avec le registre aux publications de mariages, tenus en un unique exemplaire. L'exemplaire communal est encore aujourd'hui conservé par la commune afin d'éviter la présence dans le même bâtiment des deux exemplaires.

## POPULATION

Depuis 1847, les communes doivent tenir un répertoire de l'ensemble des habitants ayant leur résidence habituelle dans la commune. Ces registres de population, actes authentiques et publics renouvelés après chaque recensement décennal, rendent compte de la composition de chaque famille, de l'identité des individus et des mouvements qui interviennent, tels qu'arrivées dans la commune, départs, naissances, mariages ou décès. Dans le fonctionnement journalier de l'administration communale, ces registres servent à l'établissement des travaux de statistique (pour les opérations de recensement et l'établissement des mouvements annuels d'émigration et d'immigration), à la révision des listes électorales (pour les chambres, le conseil provincial, le conseil communal, les conseils de prud'hommes, les conseils de l'industrie et du travail), à l'organisation de la police (pour les recherches sur l'identité des délinquants), de la milice et de la garde civique (le service de la garde civique est dû par celui qui a une résidence réelle), à la détermination du domicile de secours des indigents et des enfants qui ont droit à l'instruction gratuite, à la participation à l'affouage, etc. Pour l'historien, ces registres sont d'un grand intérêt pour toutes les données socioéconomiques et démographiques qu'ils renferment (avec les nom et prénoms, le lieu et la date de naissance, l'état civil, le domicile légal, la profession, la fonction ou la position, la nationalité et des renseignements relatifs à la milice, à la garde civique ou encore au casier judiciaire). La tenue des registres de population rentre dans les tâches de l'administration générale de la commune, donc dans les attributions du Collège communal. Aux termes de l'article 1er de l'arrêté royal du 30 décembre 1900, c'est désormais l'officier de l'état civil qui est chargé de faire observer exactement tout ce qui concerne leur tenue. Les registres obligatoires sont le registre principal, les registres d'entrée et de sortie des habitants. Enfin, les règlements imposent la confection d'un index ou répertoire des noms des habitants. Depuis le début des années 1980, les registres de population tendent à disparaître au profit de bases de données informatiques établies en connexion avec le registre national des personnes physiques.

## ELECTIONS

C'est au niveau communal que sont constituées les listes des électeurs pouvant participer aux scrutins nationaux, provinciaux ou communaux. L'administration conserve ainsi des dossiers concernant les personnes éligibles et les candidats, les électeurs, le déroulement des différentes élections et généralement les résultats des élections communales, ainsi que l'installation des nouveaux conseils et collèges communaux. La teneur des listes électorales varie dans le temps en fonction de la législation en vigueur. Les listes d'électeurs sont vérifiées et modifiées périodiquement en fonction des revenus déclarés des habitants et, plus tard, sur base de leur domicile légal, de leur citoyenneté belge ou européenne, et d'éventuelles restrictions temporaires de leurs droits politiques, dues à une condamnation judiciaire ou à une incapacité

mentale. La révision des listes électorales donne souvent lieu à des contestations, qui sont soumises aux cours et tribunaux.

## AFFAIRES MILITAIRES

C'est sur base des registres de l'état civil et de population que sont établis les registres de milice et les dossiers qui les accompagnent. Jusqu'à la suspension du service militaire obligatoire en 1994, on dressait chaque année la liste des jeunes hommes en âge d'être appelés. Selon les époques, ces candidats miliciens pouvaient échapper au service militaire en fonction d'un tirage au sort favorable, d'une exemption pour cause physique ou d'une objection de conscience. Des motifs divers permettaient aussi d'obtenir un sursis et de retarder l'enrôlement. Les dossiers constitués à cet effet sont généralement conservés, mais il faut souligner qu'ils peuvent faire largement double emploi avec ceux qui existent au niveau provincial ou national.

## TRAVAUX PUBLICS

La commune s'occupe de tout ce qui concerne l'infrastructure, les voiries ou les bâtiments publics communaux soit en tant que principal maître d'œuvre de certains projets, soit en tant qu'associée aux travaux menés par les autorités provinciales, nationales et plus tard régionales. L'établissement de la distribution d'eau potable, l'électrification des campagnes et l'installation progressive du téléphone ou de la télédistribution constituent une vaste entreprise qui modifie considérablement l'existence des populations rurales.

## ENSEIGNEMENT

L'organisation de l'enseignement primaire constitue un secteur important de la politique communale au cours des XIXe et XXe siècles. Les archives communales conservent divers dossiers relatifs à l'organisation générale, au personnel enseignant, aux bâtiments scolaires et au matériel didactique. Des listes d'écoliers sont dressées annuellement ce qui permet de suivre la scolarisation de la jeunesse locale.

## BIENFAISANCE OU ASSISTANCE PUBLIQUE

Dès le début du XIXe siècle, un Bureau de bienfaisance est institué dans chaque commune. Il s'occupe de soulager les habitants les plus pauvres et prend en charge certains frais récurrents comme ceux liés à la scolarisation des enfants, aux soins médicaux, aux domiciles de secours, à l'internement de déficients mentaux ou encore à l'éducation d'orphelins dans des établissements spécialisés, situés en général en dehors de la commune. Certains de ces organismes bénéficient des largesses de bienfaiteurs et sont en mesure de créer sur le territoire communal une œuvre de bienfaisance

spécifique, principalement un home pour personnes âgées. Les autorités communales exercent une tutelle étroite sur les budgets et les comptes des institutions de bienfaisance et en contrôlent l'essentiel des activités. Aux bureaux créés en 1800 succèdent les commissions d'assistance publiques (CAP) en 1925, puis les centres publics d'aide sociale (CPAS) en 1977, devenus centres publics d'action sociale en 2004.

## CULTE

Sous Napoléon Bonaparte, la vie religieuse est réorganisée sur des bases nouvelles. L'Église catholique occupe alors une place prépondérante. Elle bénéficie en priorité des mesures prises par l'empereur visant à restituer aux paroisses tout ou une partie des biens qu'elles possédaient avant la Révolution et d'en assurer la gestion rationnelle. Des institutions publiques, connues sous le nom de fabriques d'églises, sont instituées par un décret du 30 décembre 1809, afin de prendre en charge l'organisation matérielle du culte. Si la majorité des églises appartient à la commune, qui en assure la restauration et l'entretien, les fabriciens se chargent d'administrer les biens propres de la paroisse. Ils se chargent également de subvenir aux frais du culte tels que le luminaire ou une partie du mobilier et de l'aménagement intérieur. Les autorités communales exercent une tutelle étroite sur les budgets et les comptes des fabriques d'églises et en contrôlent l'essentiel des dépenses. Quant aux ministres du culte, ils sont payés directement par l'État, mais reçoivent parfois un supplément de traitement de la commune et entretiennent avec les autorités municipales des relations étroites, qui reflètent généralement fort bien l'évolution des rapports complexes entre l'Église et l'État aux XIXe et XXe siècles.

## LANGUES ET ÉCRITURE DES DOCUMENTS

Toutes les pièces sont en français.

## SÉLECTIONS ET ÉLIMINATIONS

Le tri a été effectué conformément aux directives suivantes :  
MARÉCHAL Griet. *Conservation et destruction des archives communales. Directives et recommandations*, t. 1 : *État civil, population, milice, finances*. Bruxelles : Archives générales du Royaume et Archives de l'État dans les Provinces, 1988. *Miscellanea Archivistica Studia*, 1.  
MARÉCHAL Griet. *Conservation et destruction des archives communales. Directives et recommandations*, t. 2 et 3. Bruxelles : Archives générales du Royaume et Archives de l'État dans les Provinces, 2005. *Miscellanea Archivistica Manuale*, 52 et 53.

## ACCROISSEMENTS/COMPLÉMENTS

Le fonds est clos et la plupart des documents sont désormais conservés aux Archives de l'État. Les principales exceptions sont les permis d'urbanisme, les registres de l'état civil et les atlas des cours d'eau non navigables ni flottables et des chemins vicinaux. Ces deux derniers documents sont du reste désormais consultables sur le Géoportail de la Wallonie <sup>11</sup>. L'absence de dépôt s'explique par le maintien d'une utilité administrative pour les services communaux et, d'autre part, par la présence d'une copie de sauvegarde (état civil ou permis de bâtir) aux Archives de l'État.

## MODE DE CLASSEMENT

Les archives de la commune étaient partiellement classées selon le système de classement décimal national (CDN). Ce type de catalogage ne convient cependant pas pour les archives définitives pour les raisons suivantes : Ce classement par sujet a un caractère artificiel. Outre le fait qu'il soit subjectif (choisir un seul élément du contenu est une opération souvent hasardeuse), ce catalogage effectué à posteriori est distinct de l'organisation initiale des archives, organisation reflétant le fonctionnement des services. Ce classement est contraire au principe de respect de la structure du fonds d'archives, de l'ordre organique résultant du traitement administratif <sup>12</sup>. Ainsi par exemple, pour les archives relatives aux bâtiments communaux servant à l'enseignement, ces dossiers ont-ils initialement été produits et traités par le service communal des travaux ou le service communal en charge de l'enseignement ? Il n'est plus possible de le dire et nous avons dû faire des choix de manière arbitraire. L'authenticité et l'intégrité des dossiers tels qu'initialement constitués ne pourront plus être établies avec certitude. Les descriptions contenues dans ce type de classement ont un caractère peu détaillé qui ne répond en aucun cas aux normes archivistiques internationales en vigueur pour la réalisation d'instruments de recherche (principalement la norme ISAD(G)). Ainsi, les dates extrêmes des dossiers étaient-elles rarement indiquées.

Les archives n'ont fait l'objet d'aucun tri préalable à leur classement. Ainsi a-t-il été indispensable de reclasser l'ensemble des documents en utilisant le cadre de classement repris dans la publication de Guy Gadeyne <sup>13</sup>. Les principales subdivisions de ce cadre sont les suivantes :

I. Généralités

II. Organisation et personnel

---

<sup>11</sup> [www.geoportail.wallonie.be](http://www.geoportail.wallonie.be).

<sup>12</sup> En archivistique, la règle suivante est fondamentale : les dossiers (qui constituent en général une unité archivistique) sont uniquement constitués par le producteur d'archives, et non pas par l'archiviste. Dans le cas présent, il n'est généralement pas possible de déterminer si les dossiers ont été constitués par les services communaux ou a posteriori, lors de leur " archivage ", par une personne étrangère au service.

<sup>13</sup> GADEYNE G., Cadre de classement pour les archives communales statiques non structurées (1795 - ca 1977), Bruxelles, 1997 (Archives générales du Royaume, Miscellanea Archivistica, Manuale 18).

III. Patrimoine

IV. Finances et fiscalité

V. État civil

VI. Population

VII. Élections

VIII. Affaires militaires et guerres

IX. Ordre et sécurité publics

X. Santé publique

XI. Travaux publics, services d'utilité publique, aménagement du territoire et urbanisme

XII. Enseignement

XIII. Culture, sports et divertissements

XIV. Vie économique

XV. Affaires sociales et réglementation du travail

XVI. Bureau de bienfaisance et Commission d'assistance publique

XVII. Relations avec les cultes reconnus

Les rubriques ont été adaptées au fonds d'archives selon les besoins spécifiques. Sous une sous-rubrique, les différentes descriptions archivistiques ont été classées dans l'ordre chronologique.

---

## Description des séries et des éléments

### I. GÉNÉRALITÉS

#### A. CONSEIL COMMUNAL

1	1 - 11 REGISTRES AUX DÉLIBÉRATIONS. 1854-1885, 1888-1976. 29 octobre 1854 - 24 janvier 1885.	1 volume
2	31 octobre 1888 - 25 août 1909.	1 volume
3	18 août 1909 - 17 novembre 1920.	1 volume
4	11 décembre 1920 - 5 septembre 1935.	1 volume
5	21 juin 1921 - 21 juin 1927.	1 volume
6	5 septembre 1935 - 12 novembre 1948.	1 volume
7	12 novembre 1948 - 23 décembre 1953.	1 volume
8	10 février 1954 - 7 juin 1960.	1 volume
9	21 juin 1960 - 17 octobre 1967.	1 volume
10	15 novembre 1967 - 6 décembre 1972.	1 volume
11	4 janvier 1973 - 20 décembre 1976.	1 volume
12	Résumé des décisions prises en séance du Conseil communal et du Collège des bourgmestre et échevins. 23 octobre 1909 - 17 mars 1923.	1 volume
13	Règlement d'ordre intérieur du Conseil communal. 12 janvier 1971.	

1 chemise

*B. COLLÈGE DES BOURGMESTRE ET ÉCHEVINS*

- 14 14 - 21 REGISTRES AUX DÉLIBÉRATIONS. 1888-1906, 1917-1976.  
25 mars 1888 - 24 mars 1906. 1 volume
- 15 14 décembre 1917 - 6 octobre 1925. 1 volume
- 16 21 octobre 1925 - 28 février 1949. 1 volume
- 17 16 mars 1949 - 31 octobre 1955. 1 volume
- 18 15 novembre 1955 - 12 juillet 1960. 1 volume
- 19 26 juillet 1960 - 19 janvier 1965. 1 volume
- 20 19 janvier 1965 - 15 décembre 1969. 1 volume
- 21 22 décembre 1969 - 20 décembre 1976. 1 volume
- 22 Communications à l'attention des habitants de la commune  
relatives aux projets en cours traités par l'administration  
communale. [1971-1976]. 2 pièces
- 23 *C. REGISTRES CONCERNANT LES ENQUÊTES PUBLIQUES (" DE  
COMMODO ET INCOMMODO ")*  
Registre des procès-verbaux d'enquête de commodo et  
incommodo. 1928-1951. 1 volume
- 24 *D. CORRESPONDANCE GÉNÉRALE*  
Correspondance entrante et sortante. 1950-1971. 1 chemise

## II. ORGANISATION ET PERSONNEL

### A. TERRITOIRE

25 - 28 DOSSIERS RELATIFS AU TERRITOIRE COMMUNAL. 1818, 1965, 1973, 1975.

- 25 Procès-verbal de délimitation du territoire de la commune. 1818.  
1 cahier
- 26 Demande du receveur de l'Enregistrement de Florennes tendant à obtenir des renseignements sur la superficie bâtie et non-bâtie ainsi que sur le nombre d'habitants et réponse afférente. 1965.  
2 pièces
- 27 Procès-verbal de bornage entre les propriétés de M. et Mme Lapaille et E. Collart, propriétés se trouvant à la limite des communes de Biesmerée et de Furnaux. 27 avril 1973.  
1 pièce
- 28 Dossier relatif à une demande de la Bibliothèque royale de Belgique tendant à obtenir un plan général de la commune. 1975.  
3 pièces

### B. BOURGMESTRES

29 - 31 DOSSIERS RELATIFS AU POSTE DE BOURGMESTRE. 1955-1973.

- 29 Fixation du traitement. 1955-1971.  
1 chemise
- 30 Attribution d'une pension à Marie Tonon, veuve de Joseph Torlet, ancien bourgmestre. 1970-1971.  
1 chemise
- 31 Attribution d'une pension à Camille Samson, ancien bourgmestre, extrait d'acte de décès et correspondance relative à ses funérailles. 1970-1973.  
1 chemise

### C. PERSONNEL DES SERVICES

#### 1. EFFECTIFS, REGISTRES DU PERSONNEL ET AUTRES ÉTATS GÉNÉRAUX

- 32 Dossier relatif aux nominations et recrutements de membres du personnel communal. 1932-1947.

---

1 chemise

- 33 2. DOSSIERS DU PERSONNEL OUVRIER  
Dossier individuel de Jacquy Donot, cantonnier, fontainier et fossoyeur. 1975-1977.
3. DOSSIERS DU PERSONNEL DE POLICE
- 34 - 37 DOSSIERS INDIVIDUELS DES GARDES CHAMPÊTRES. 1931-1974.
- 34 Auguste Patinet. 1931. 1 pièce
- 35 Joseph Paquier. 1943-1944. 2 pièces
- 36 Joseph Gelay. 1947-1974. 1 chemise
- 37 Alfred Chenu. 1969-1970. 1 chemise
- 38 4. DOSSIERS DU PERSONNEL ENSEIGNANT  
Dossiers individuels des enseignants et intérimaires. 1951-1975. 1 chemise

## III. PATRIMOINE

- 39 Dossier relatif à l'acquisition de terrains et d'immeubles. 1838-1880.  
1 chemise
- 40 Extrait de l'atlas des chemins vicinaux donnant le plan de parcelles de terrain à échanger entre la commune et le comte d'Oultremont. 1897.  
1 pièce
- 41 Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal relatif aux remboursements de rentes dues sur des parcelles communales. 1925.  
1 pièce
- 42 Acte relatif à la location du droit de chasse et de pêche. 1926.  
1 pièce
- 43 Extrait de l'atlas des chemins indiquant les parcelles de terrain à échanger pour le déplacement du sentier n° 35. 1931.  
1 pièce
- 44 Sommier des immeubles-fermages. 1946-1983.  
1 volume
- 45 Dossier relatif à la demande d'un particulier tendant à supprimer le sentier n° 45 et protestations afférentes. 1956.  
1 chemise
- 46 Protestations de riverains relatives au projet de suppression du sentier n° 41 dit ruelle Biot et réponse de la commune. 1961.  
3 pièces
- 47 Dossier relatif à la location de biens publics. 1964-1976.  
1 chemise
- 48 Dossier relatif à la cession d'une emprise au Fonds des routes en vue de l'amélioration du carrefour avec la route n° 522. 1968-1969.  
1 chemise

## IV. FINANCES ET FISCALITÉ

## A. COMPTABILITÉ DU SECRÉTARIAT

## 1. BUDGETS ET ANNEXES

49 - 59 BUDGETS ANNUELS. 1838-1899, 1902-1904, 1906, 1910-1977.

49	1838-1851.	1 volume
50	1852-1871.	1 volume
51	1872-1882.	1 volume
52	1883-1899.	1 volume
53	1902-1904, 1906.	1 chemise
54	1910-1919.	1 chemise
55	1920-1926, 1928.	1 chemise
56	1930-1937, 1939.	1 chemise
57	1940-1941, 1943-1945, 1948-1949.	1 chemise
58	1950-1959.	1 chemise
58 /BIS	1960-1966.	1 chemise
59	1975-1977.	1 chemise
60	2. EMPRUNTS Grosse d'un acte de prêt hypothécaire du 7 octobre 1891 consenti	

---

par la SA Crédit foncier de Belgique. 1891, 1951.

1 cahier

- 61 Dossier relatif aux emprunts consentis par le Crédit communal de Belgique. 1961-1976.  
1 chemise

- 62 3. SUBVENTIONS DES AUTORITÉS SUPÉRIEURES  
États indiquant la superficie de la voirie de la commune entrant en compte dans le calcul de la répartition du Fonds des communes et correspondance afférente. 1949-1976.  
1 chemise

*B. COMPTABILITÉ DU RECEVEUR*

- 63 1. REGISTRES DE COMPTABILITÉ  
Livre-journal de caisse centralisateur et auxiliaire. 1945-1947.  
1 volume

- 64 64 - 85 GRANDS-LIVRES DES RECETTES ET DÉPENSES. 1950-1963, 1968-1976.  
1950.  
1 chemise
- 65 1951.  
1 chemise
- 66 1952.  
1 chemise
- 67 1953.  
1 chemise
- 68 1954.  
1 chemise
- 69 1955.  
1 chemise
- 70 1957.  
1 chemise
- 71 1958.  
1 chemise

---

72	1959.	1 chemise
73	1960.	1 chemise
74	1961.	1 chemise
75	1962.	1 chemise
76	1963.	1 chemise
77	1968.	1 chemise
78	1969.	1 chemise
79	1970.	1 chemise
80	1971.	1 liasse
81	1972.	1 liasse
82	1973.	1 chemise
83	1974.	1 chemise
84	1975.	1 chemise
85	1976.	1 chemise
86	<i>86 - 87 GRANDS-LIVRES DE TRÉSORERIE. 1953-1959, 1969-1971.</i> 1953-1959.	1 chemise
87	1969-1971.	

---

1 chemise

## 2. COMPTES ET PIÈCES JUSTIFICATIVES

*88 - 99 COMPTES ANNUELS. 1811-1851, 1872-1881, 1883-1976.*

88	1811-1831.	1 volume
89	1832-1851.	1 volume
90	1872-1881.	1 volume
91	1883-1900.	1 volume
92	1903-1905, 1907-1909.	1 chemise
93	1910-1919.	1 chemise
94	1920-1923, 1925-1929.	1 chemise
95	1930-1939.	1 chemise
96	1940-1942, 1944-1949.	1 chemise
97	1950-1959.	1 chemise
98	1960-1969.	1 chemise
99	1970-1976.	1 chemise
100	<i>100 - 141 PIÈCES JUSTIFICATIVES AUX COMPTES. 1909, 1920-1976.</i> 1909.	1 chemise
101	1920.	

---

		1 chemise
102	1921.	1 chemise
103	1922.	1 chemise
104	1923.	1 chemise
105	1924.	1 chemise
106	1925.	1 chemise
107	1926.	1 chemise
108	1927.	1 chemise
109	1928.	1 liasse
110	1932.	1 chemise
111	1933.	1 chemise
112	1934.	1 chemise
113	1936.	1 chemise
114	1937.	1 chemise
115	1938.	1 liasse
116	1939.	1 chemise
117	1941.	1 liasse

---

118	1942.	1 liasse
119	1943.	1 chemise
120	1944.	1 chemise
121	1945.	1 chemise
122	1948.	1 liasse
123	1949.	1 chemise
124	1950.	1 liasse
125	1956.	1 liasse
126	1958.	1 chemise
127	1960.	1 cahier
128	1962.	1 liasse
129	1964.	1 chemise
130	1965.	1 chemise
131	1966.	1 chemise
132	1967.	1 chemise
133	1968.	1 chemise

---

134	1969.	1 chemise
135	1970.	1 chemise
136	1971.	1 chemise
137	1972.	1 chemise
138	1973.	1 chemise
139	1974.	1 chemise
140	1975.	1 chemise
141	1976.	1 chemise
142	<i>C. IMPOSITIONS ET TAXES</i> Registre aux poursuites. 1947-1955.	1 volume
143	143 - 145 RÔLES DES TAXES. 1969-1974. Enlèvement des immondices. 1969-1974.	1 chemise
144	Redevance de l'eau. 1969-1974.	1 chemise
145	Immeubles raccordés au réseau d'égouts. 1974.	1 pièce
	<i>D. DÉPÔT DE L'ADMINISTRATION DU CADASTRE</i>	
146	146 - 149 MATRICE CADASTRALE OU LISTES DES PROPRIÉTAIRES AVEC RELEVÉS DE LEURS PROPRIÉTÉS FONCIÈRES NON-BÂTIES ET BÂTIES. 1833-1926. Volume 1, articles 1 à 134.	1 volume

---

147	Volume 2, articles 135 à 252.	1 volume
148	Volume 3, articles 253 à 426.	1 volume
149	Volume 4, articles 427 à 626.	1 volume
150	Dossier relatif aux relations intervenues entre la commune et l'administration du cadastre. 1955-1975.	1 chemise

## V. ÉTAT CIVIL

- 151** Dossier relatif aux notifications de décès survenus dans d'autres communes et la présomption de décès des absents. 1940-1949.  
1 chemise
- 152** Dossier relatif aux 65 ans de mariage des époux Jules Fivez et Lucie Delhaise. 1977.  
1 chemise

## VI. POPULATION

## A. REGISTRES ET MOUVEMENTS DE LA POPULATION

153	153 - 168 REGISTRES DE LA POPULATION. 1846-1980. 1846-1856.	1 volume
154	1857-1866.	1 volume
155	1867-1890.	1 volume
156	1891-1900.	1 volume
157	1901-1910.	1 volume
158	158 - 159 1911-1920. Volume 1.	1 volume
159	Volume 2.	1 volume
160	160 - 161 1921-1930. Volume 1.	1 volume
161	Volume 2.	1 volume
162	162 - 163 1931-1947. Volume 1.	1 volume
163	Volume 2.	1 volume
164	164 - 166 1948-1960. Volume 1.	

1 volume

165 Volume 2. 1 volume

166 Volume 3. 1 volume

167 1961-1970. 1 volume

168 1971-1980. 1 volume

169 169 - 177 INDEX DES REGISTRES DE LA POPULATION. 1857-1980.  
1857-1866. 1 volume

170 1867-1890. 1 volume

171 1891-1900. 1 volume

172 1911-1920. 1 volume

173 1921-1930. 1 volume

174 1931-1947. 1 volume

175 1948-1960. 1 volume

176 1961-1970. 1 volume

177 1971-1980. 1 volume

178 178 - 183 REGISTRES DES ENTRÉES. 1894-1976.  
1894-1901. 1 volume

---

179	1902-1910.	1 volume
180	1911-1920.	1 volume
181	1921-1937.	1 volume
182	1938-1964.	1 volume
183	1965-1976.	1 volume
184	184 - 189 REGISTRES DES SORTIES. 1894-1976. 1894-1901.	1 volume
185	1902-1910.	1 volume
186	1911-1920.	1 volume
187	1921-1937.	1 volume
188	1938-1964.	1 volume
189	1965-1976.	1 volume
190	Registre des naissances et décès survenus dans une autre commune. 1966-1976.	1 volume
<i>B. ÉTRANGERS</i>		
191	191 - 193 REGISTRES DES ÉTRANGERS. 1924-1962, 1967. 1924-1930.	1 volume
192	1930-1962.	1 volume

193

1967.

1 volume

## VII. ÉLECTIONS

## A. LISTES ÉLECTORALES ET LISTES DÉRIVÉES

- 194 Liste des électeurs communaux. 1920. 1 cahier
- 195 Liste des électeurs aux chambres législatives et aux conseils communaux. 1925. 1 cahier
- 196 Liste des électeurs communaux de sexe féminin. 1929. 1 cahier
- 197 Dossier relatif la confection de la liste des jurés pour la cour d'assises. 1956-1964. 1 chemise
- 198 Liste des électeurs aux chambres législatives, aux conseils provinciaux et aux conseils communaux. 1963. 1 cahier

## B. DOSSIERS DES ÉLECTIONS

199 - 203 DOSSIERS RELATIFS AUX ÉLECTIONS COMMUNALES.  
1952-1976.

- 199 12 octobre 1952. 1952-1953. 1 chemise
- 200 12 octobre 1958. 1958-1962. 1 chemise
- 201 11 octobre 1964. 1964-1965. 1 chemise
- 202 17 septembre 1970. 1970. 1 chemise
- 203 10 octobre 1976. 1976. 2 pièces

## VIII. AFFAIRES MILITAIRES ET GUERRES

## A. SERVICE MILITAIRE

204 - 208 LISTES ALPHABÉTIQUES ET REGISTRES D'INSCRIPTION  
DE LA MILICE NATIONALE. 1845-1895.

204	1845-1854.	1 volume
205	1855-1864.	1 volume
206	1865-1874.	1 volume
207	1875-1884.	1 volume
208	1885-1895.	1 volume
209 - 264 DOSSIERS RELATIFS AUX LEVÉES DE MILICE. 1924-1979.		
209	1924.	1 chemise
210	1925.	1 chemise
211	1926.	1 chemise
212	1927.	1 chemise
213	1928.	1 chemise
214	1929.	1 chemise
215	1930.	1 chemise
216	1931.	1 chemise

---

217	1932.	1 chemise
218	1933.	1 chemise
219	1934.	1 chemise
220	1935.	1 chemise
221	1936.	1 chemise
222	1937.	1 chemise
223	1938.	1 chemise
224	1939.	1 chemise
225	1940.	1 chemise
226	1941.	1 chemise
227	1942.	1 chemise
228	1943.	1 chemise
229	1944.	1 chemise
230	1945.	1 chemise
231	1946.	1 chemise
232	1947.	1 chemise
233	1948.	

---

		1 chemise
234	1949.	1 chemise
235	1950.	1 chemise
236	1951.	1 chemise
237	1952.	1 chemise
238	1953.	1 chemise
239	1954.	1 chemise
240	1955.	1 chemise
241	1956.	1 chemise
242	1957.	1 chemise
243	1958.	1 chemise
244	1959.	1 chemise
245	1960.	1 chemise
246	1961.	1 chemise
247	1962.	1 chemise
248	1963.	1 chemise
249	1964.	1 chemise

---

250	1965.	1 chemise
251	1966.	1 chemise
252	1967.	1 chemise
253	1968.	1 chemise
254	1969.	1 chemise
255	1970.	1 chemise
256	1971.	1 chemise
257	1972.	1 chemise
258	1973.	1 chemise
259	1974.	1 chemise
260	1975.	1 chemise
261	1976.	1 chemise
262	1977.	1 chemise
263	1978.	1 chemise
264	1979.	1 chemise
265	Dossier relatif aux demandes d'indemnités de milice. 1968-1974.	1 chemise

***B. GUERRES ET CONSÉQUENCES*****266**

Dossier relatif à la reconnaissance du statut de résistant ou de réfractaire à des habitants de la commune. 1950-1961.

1 chemise

## IX. ORDRE ET SÉCURITÉ PUBLICS

*A. POLICE*

- 267** Pièces relatives aux autorisations données dans le cadre de l'organisation de courses cyclistes, de courses automobiles ou de courses de motos sur le circuit de Mettet (Saint-Donat). 1934, 1954-1976. 1 liasse
- 268** Dossier relatif aux procédures de collocation d'aliénés initiées par le bourgmestre. 1948-1973. 1 chemise
- 269** Dossier relatif à l'installation d'enseignes lumineuses de publicité. 1957-1970. 1 chemise
- 270** Ordonnances de police. 1971-1972. 1 chemise
- B. SERVICE D'INCENDIE*
- 271** Dossier relatif à l'affiliation au Corps régional des pompiers de Florennes. 1949-1959. 1 chemise
- 272** État de sinistralité de la commune dressé en vue de faciliter le travail du service d'incendie. [1960-1976]. 1 chemise
- 273** Rapports d'intervention du capitaine-commandant du Service régional d'incendie de Florennes. 1976. 1 chemise

## X. SANTÉ PUBLIQUE

### A. SERVICES COMMUNAUX

#### 1. INSPECTION MÉDICALE SCOLAIRE

274 Dossier relatif à l'inspection médicale. 1945-1969. 1 chemise

#### 2. SERVICE COMMUNAL DE TRAITEMENT DES IMMONDICES

275 Dossier relatif à la participation de la commune dans la SA Société intercommunale d'aménagement et d'équipement économique de l'Entre-Sambre-et-Meuse. 1962-1973. 1 chemise

276 Dossier relatif aux campagnes de destruction des rats et aux dégâts occasionnés par les rats au dépôt d'immondices communal. 1970-1974. 1 chemise

### B. EXÉCUTION DES TÂCHES COMMUNALES

#### 1. LUTTE CONTRE LES MALADIES ÉPIDÉMIQUES

277 Dossier relatif aux vaccinations antivarioliques et antipoliomyélitiques. 1940-1975. 1 chemise

#### 2. POLICE SANITAIRE DES ANIMAUX DOMESTIQUES

278 Dossier relatif à la vaccination obligatoire d'animaux contre la fièvre aphteuse. 1961-1963. 1 chemise

279 Dossier relatif à la lutte contre la rage. 1968-1976. 1 chemise

#### 3. CONTRÔLE DE LA SALUBRITÉ DES HABITATIONS ET LOGEMENTS

280 Dossier relatif à une intervention du Comité de protection de la jeunesse de Dinant sollicitant qu'un immeuble ne puisse plus être loué. 1973. 1 chemise

---

#### 4. CONTRÔLE DES ÉTABLISSEMENTS DANGEREUX, INSALUBRES ET INCOMMUNES

*281 - 290 DOSSIERS RELATIFS AUX ÉTABLISSEMENTS QUALIFIÉS DE DANGEREUX, INSALUBRES OU INCOMMUNES. 1929-1977.*

- |                                                     |                                                                                                                                                                            |           |
|-----------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| 281                                                 | Carrières de Biesmerée, Lepoivre et Consorts. 1929-1977.                                                                                                                   | 1 chemise |
| 282                                                 | Carrières de grès du " Fayt ". 1930, 1964-1975.                                                                                                                            | 1 chemise |
| 283                                                 | Menuiserie mécanique. 1939-1950.                                                                                                                                           | 1 chemise |
| 284                                                 | Cinéma. 1944-1958.                                                                                                                                                         | 1 chemise |
| 285                                                 | Fonderie. 1946-1948.                                                                                                                                                       | 1 chemise |
| 286                                                 | Boucherie chevaline. 1948.                                                                                                                                                 | 1 chemise |
| 287                                                 | Forges. 1948-1955.                                                                                                                                                         | 1 chemise |
| 288                                                 | Rucher. 1960.                                                                                                                                                              | 1 chemise |
| 289                                                 | Oisellerie. 1961.                                                                                                                                                          | 1 pièce   |
| 290                                                 | Dépôt de charbon et de mazout. 1961-1966.                                                                                                                                  | 1 chemise |
| <br>                                                |                                                                                                                                                                            |           |
| 5. AUTRES PRÉOCCUPATIONS CONCERNANT L'ENVIRONNEMENT |                                                                                                                                                                            |           |
| 291                                                 | Dossier relatif aux désagréments causés par les fosses à fumier présentes le long des voies publiques et à l'élaboration d'un règlement communal. 1951-1963.               | 1 chemise |
| 292                                                 | Dossier relatif à la reconnaissance comme asile intercommunal de l'asile pour animaux volontairement ou involontairement perdus ou errants de Dorinne - Durnal. 1971-1973. | 1 chemise |

XI. TRAVAUX PUBLICS, SERVICES D'UTILITÉ PUBLIQUE,  
AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET URBANISME

A. TRAVAUX AUX BÂTIMENTS, MONUMENTS ET INSTALLATIONS  
IMMOBILIÈRES DIVERSES

1. BÂTIMENTS AFFECTÉS AUX SERVICES ADMINISTRATIFS ET  
COMMUNAUX

293 Dossier relatif à la restauration de la toiture de la salle communale.  
1965-1966. 1 chemise

2. BÂTIMENTS SCOLAIRES

294 Dossier relatif aux travaux de réparation des écoles. 1923. 1 chemise

295 Dossier relatif au remboursement des frais encourus par Ernest  
Orban, instituteur communal, dans le cadre de la remise en état du  
logement du chef d'école. 1963. 1 chemise

--- Dossier relatif aux travaux de restauration effectués au presbytère.  
1964-1966.

296 Dossier relatif aux travaux d'amélioration et de modernisation de  
l'école des garçons. 1964-1966. 1 liasse

297 Dossier relatif aux travaux d'aménagement de nouvelles  
installations sanitaires à l'école des garçons. 1966-1969. 1 liasse

298 Dossier relatif au projet de transformation des écoles primaires et  
gardiennes des filles. 1967-1971. 1 chemise

3. BÂTIMENTS DU CULTE

299 Dossier relatif aux travaux de restauration effectués au presbytère.  
1964-1966. 1 chemise

300 Dossier relatif à la construction d'une nouvelle église sur les plans  
de l'atelier d'architecture et d'urbanisme Lucien Kroll, à Bruxelles.  
1969-1973. 1 liasse

*B. TRAVAUX ET INSPECTION DE LA VOIRIE (Y COMPRIS LES PONTS, LES QUAIS)*

1. GÉNÉRALITÉS

- 301 Dossier relatif au dégagement d'un autobus bloqué par la neige dans la nuit du 2 au 3 février 1963. 1963. 1 chemise
- 302 Dossier relatif aux missions de surveillance et aux missions d'ensemble pour la réalisation de projets confiées au Service technique provincial. 1968-1974. 1 chemise
- 303 Correspondance entre la commune, le Ministère des Travaux publics et Via Secura à propos de la sécurisation de carrefours accidentogènes situés sur les routes de l'État traversant la commune. 1970-1971. 1 chemise
2. VOIRIE COMMUNALE ET VICINALE
- 304 Pièces relatives à des demandes tendant à obtenir le placement de barrières en fer avec ressort ou des tourniquets sur des sentiers. 1946-1976. 1 chemise
- 305 Dossier relatif aux travaux de modernisation et/ou réfection des chemins de grande communication n° 92 et 220. 1957-1975. 1 chemise
- 306 Dossier relatif aux travaux d'établissement de puisards et de filets d'eau sur plusieurs chemins intérieurs. 1964-1969. 1 chemise
- 307 Dossier relatif à la pose de filets d'eau et au réenduisage de plusieurs chemins intérieurs. 1969. 1 chemise
- 308 Dossier relatif à la pose de canalisations de voirie. 1971-1973. 1 chemise
- 309 Dossier relatif au réenduisage du chemin de grande communication n° 219 et de chemins intérieurs. 1972-1976. 1 chemise
- 310 Pièces relatives à la réfection de la place communale. 1973.

- 
- 1 chemise
- 311** Dossier relatif à l'aménagement de la place de l'Église et du chemin n° 32. 1974-1977.  
1 chemise
- 312** Dossier relatif au réenduisage du chemin de grande communication n° 220. 1975.  
1 chemise
- C. TRAVAUX ET INSPECTION DES COURS D'EAU**
- 313** Dossier relatif aux établissements autorisés ou non autorisés se trouvant sur les cours d'eau non navigables ainsi que les travaux de curage de ces cours d'eau. 1923-1974.  
1 chemise
- D. SERVICES D'UTILITÉ PUBLIQUE**
- 1. DISTRIBUTION D'EAU**
- 314** Dossier relatif à la mise à charge des propriétaires des immeubles de la redevance due pour le raccordement à la distribution d'eau. 1964-1965.  
1 chemise
- 315** Dossier relatif à la demande de la Société nationale des distributions d'eau (SNDE) tendant à être autorisée à construire une station de pompage et une cabine de transformation à la carrière Lepoivre. 1966-1967.  
1 chemise
- 316** Dossier relatif au renouvellement de la conduite d'adduction du captage au réservoir. 1968-1972.  
1 liasse
- 317** Dossier relatif à la pose de compteurs individuels de la distribution d'eau communale. 1969-1972.  
1 chemise
- 2. DISTRIBUTION DE GAZ**
- 318** Correspondance et plans d'implantation relatifs à l'établissement d'une canalisation de gaz entre Falisolle et Couvin par la SA Distrigaz. 1972.  
1 liasse

- 
- 319 3. DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ ET DE L'ÉCLAIRAGE PUBLIC  
Contrat et avenants au contrat pour la fourniture de l'électricité par la SA Centrale électrique de l'Entre-Sambre-et-Meuse. 1913, 1929-1930.  
1 chemise
- 320 Dossier relatif à l'installation du réseau électrique par la SA Centrale électrique de l'Entre-Sambre-et-Meuse dans le village ainsi que son extension vers le hameau de Fraire-la-Crotteuse. 1914-1928.  
1 chemise
- 321 Dossier relatif à la mise en place, la gestion et l'entretien de l'éclairage public. 1959-1972.  
1 chemise
- 322 4. TÉLÉPHONE  
Dossier relatif aux demandes de la Régie des télégraphes et des téléphones (RTT) tendant à obtenir l'autorisation de placer des poteaux et des câbles téléphoniques sur le domaine public de la commune. 1963-1976.  
1 chemise
- 323 5. TRANSPORTS EN COMMUN  
Dossier relatif à la problématique de la mobilité via transports en commun dans l'Entre-Sambre-et-Meuse et à la désaffectation puis la démolition de la gare de chemin de fer. 1971-1973.  
1 chemise
- 324 *E. AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE*  
Dossier relatif à la réalisation du plan de secteur de Philippeville-Couvin. 1968-1972.  
1 chemise

## XII. ENSEIGNEMENT

- 325** Listes d'inscription des enfants bénéficiant de l'instruction gratuite.  
1861-1899. 1 volume
- 326** Dossier relatif aux subventions de fonctionnement. 1960-1963.  
1 chemise

- XIII. ÉCONOMIE
- 327 Dossier relatif à la composition et l'action de la commission de dégâts agricoles et plus largement aux opérations de recensement agricole. 1961-1976. 1 chemise
- 328 Dossier relatif aux aides et indemnisations apportées aux agriculteurs producteurs de lin. 1962-1966. 1 chemise
- 329 Autorisations d'exploiter des bâtiments d'élevage. 1977. 1 chemise

## XIV. AFFAIRES SOCIALES

- 330 Dossier relatif aux pensions de vieillesse. 1928. 1 chemise
- 331 Registre des pensions de vieillesse. 1930-1957. 1 volume
- 332 Bulletins de notification des désignations de tuteurs ou de curateurs pour des enfants mineurs. 1937-1963. 1 chemise
- 333 Pièces relatives au placement d'enfants dans le cadre de la politique de protection de l'enfance. 1946-1947. 1 chemise
- 334 Pièces relatives à l'aide apportée aux estropiés et aux mutilés. 1961. 1 chemise
- 335 Demandes de renseignements du Ministère de la Prévoyance sociale au sujet des sociétés mutualistes de Biesmerée " La Prévoyance " et " La Liberté " qui n'ont plus transmis leurs comptes depuis plusieurs années. 1965. 3 pièces
- 336 Correspondance avec l'ASBL Bureau économique de la province de Namur (BEP) relative à la mise à disposition éventuelle de terrains communaux en vue de trouver une solution au problème du logement dans l'Entre-Sambre-et-Meuse. 1972. 1 chemise

---

XV. TUTELLE SUR LE BUREAU DE BIENFAISANCE ET LA COMMISSION D'ASSISTANCE PUBLIQUE (CAP)

A. BUREAU DE BIENFAISANCE

1. GÉNÉRALITÉS

337 Registre aux délibérations du Bureau de bienfaisance puis de la Commission d'assistance publique. 26 novembre 1887 - 19 octobre 1930.

1 volume

2. FINANCES

338 - 340 BUDGETS ANNUELS. 1879, 1890, 1914, 1916, 1921-1924.  
---

1879.

338 1890.

1 pièce

339 1914, 1916.

2 pièces

340 1921-1924.

1 chemise

341 - 345 COMPTES ANNUELS. 1855-1881, 1890-1894, 1898, 1900-1924.

341 1855-1881.

1 volume

342 1890-1894, 1898.

1 chemise

343 1900, 1902, 1905, 1907, 1909.

1 chemise

344 1910-1914, 1917-1919.

1 chemise

345 1921-1924.

1 chemise

---

*B. COMMISSION D'ASSISTANCE PUBLIQUE*

## 1. GÉNÉRALITÉS

--- Registre aux délibérations du Bureau de bienfaisance puis de la Commission d'assistance publique. 26 novembre 1887 - 19 octobre 1930.

## 2. PERSONNEL

- 346 Dossier individuel d'Ismar Tassin, secrétaire. 1963-1975. 1 chemise
- 347 Dossier relatif à la nomination des membres. 1964-1971. 1 chemise

## 3. FINANCES

- 348 *348 - 353 BUDGETS ANNUELS. 1926-1928, 1931-1977.*  
1926-1928. 2 cahiers
- 349 1931-1939. 1 chemise
- 350 1940-1949. 1 chemise
- 351 1950-1959. 1 chemise
- 352 1960-1969. 1 chemise
- 353 1970-1977. 1 chemise
- 354 *354 - 359 COMPTES ANNUELS. 1926-1932, 1934-1972, 1974-1976.*  
1926-1929. 1 chemise
- 355 1930-1932, 1934-1939. 1 chemise
- 356 1940-1949. 1 chemise

---

357	1950-1959.	1 chemise
358	1960-1969.	1 chemise
359	1970-1972, 1974-1976.	1 chemise
360	Pièces justificatives aux comptes. 1967-1974.	1 chemise
	<i>361 - 374 GRANDS-LIVRES DES RECETTES ET DÉPENSES. 1963-1976.</i>	
361	1963.	1 chemise
362	1964.	1 chemise
363	1965.	1 chemise
364	1966.	1 chemise
365	1967.	1 chemise
366	1968.	1 chemise
367	1969.	1 chemise
368	1970.	1 chemise
369	1971.	1 chemise
370	1972.	1 chemise
371	1973.	1 chemise

---

372	1974.	1 chemise
373	1975.	1 chemise
374	1976.	1 chemise
375	Compte de fin de gestion rendu par Aimé Marchal à Jules Poncelet. 31 décembre 1976.	1 chemise

#### 4. EXÉCUTION DES TÂCHES

376	<i>376 - 378 DOSSIERS RELATIFS À LA PRISE EN CHARGE FINANCIÈRE DES INDIGENTS. 1947-1977.</i> B-C.	1 chemise
377	D-M.	1 chemise
378	M-T.	1 chemise

## XVI. RELATIONS AVEC LA PAROISSE SAINT-PIERRE

## A. GÉNÉRALITÉS

379 Dossier relatif aux relations entre la commune et la Fabrique d'église à propos de la fixation du traitement du personnel et de l'approbation des comptes et budgets. 1964-1970. 1 chemise

## B. PERSONNEL

380 Dossier relatif aux renouvellements ou remplacements intervenus au sein du Conseil de Fabrique et du Bureau des marguilliers. 1924, 1969-1976. 1 chemise

## C. FINANCES

381 - 389 BUDGETS ANNUELS. 1876-1877, 1891-1893, 1895-1897, 1901-1902, 1906, 1912-1976.  
--- 1876-1877.

381 1891-1893, 1895-1897. 1 chemise

382 1901-1902, 1906. 1 chemise

383 1912, 1915-1919. 1 chemise

384 1920-1929. 1 chemise

385 1930-1939. 1 chemise

386 1940-1948. 1 chemise

387 1951-1959. 1 chemise

388 1960-1961, 1963-1966, 1968. 1 chemise

389 1971-1972, 1976.

---

1 chemise

---	390 - 399 COMPTES ANNUELS. 1875-1876, 1878, 1889-1896, 1900-1904, 1913-1974. 1875-1876, 1878.	
390	1889.	1 cahier
391	1890, 1892-1893, 1895-1896.	1 chemise
392	1900-1901, 1904.	1 chemise
393	1913-1919.	1 chemise
394	1920-1921, 1923-1929.	1 chemise
395	1930-1933, 1935-1939.	1 chemise
396	1940-1949.	1 chemise
397	1950-1959.	1 chemise
398	1960, 1962-1969.	1 chemise
399	1970-1974.	1 chemise